

Les explications du ministre de la Justice, Luc Frieden

«Un élément-clé pour l'avenir»

Au début de ses explications sur la «philosophie» du projet de loi qu'il a rédigé, le ministre de la Justice, Luc Frieden, précise que «la façon dont nous réussirons à intégrer les étrangers est un élément-clé pour l'avenir de notre pays».

Paul Katow

■ Le ministre souligne que, si le Luxembourg est devenu un centre international, c'est grâce à la contribution des étrangers.

La «philosophie» du projet de loi consiste à tenter de combiner l'esprit d'ouverture des Luxembourgeois avec l'effort d'intégration des étrangers qui veulent devenir Luxembourgeois. La «nation» est un concept qui évolue au fil de l'Histoire, surtout lors d'événements dramatiques (guerre, prise d'otages dans une crèche à Wasserbillig, accident d'un avion de Luxair...). «La nationalité, c'est le couronnement du processus d'intégration», insiste Luc Frieden.

La double nationalité est un geste en faveur des étrangers qui veulent s'intégrer tout en n'étant pas forcés de renoncer à leur nationalité d'origine, à condition que leur pays d'origine accepte le concept de double nationalité (ce qui n'est pas le cas de la Belgique et des Pays-Bas).

Luc Frieden énumère quatre conditions. D'abord, la durée de résidence au Luxembourg est

prolongée de cinq ans actuellement à sept ans, «un bon critère» d'après le ministre. Ensuite, le candidat devra suivre un cours obligatoire d'instruction civique (sans test à la fin) sur le fonctionnement de nos institutions. Troisièmement, le candidat ne doit pas avoir commis d'actes graves dans son pays d'origine.

Dernier point: le ministre songe à introduire, par un règlement grand-ducal, un test sur la connaissance (plutôt passive qu'active) de la langue luxembourgeoise, le candidat devant être capable de dire quelques phrases simples. Les résidents ve-

nus au pays avant 1984 seront dispensés de ce test, tout comme les immigrants de deuxième et troisième génération. Un amendement sur ce point a été déposé au Conseil d'Etat dont l'avis est attendu d'urgence par le gouvernement qui veut faire voter la loi en 2008.

Si le multilinguisme doit rester un point fort des Luxembourgeois, la langue luxembourgeoise doit être la langue véhiculaire commune chez nous, estime Luc Frieden. Enfin, le projet prévoit que la nationalité ne sera plus accordée par la Chambre, mais par le gouvernement.



Le ministre Luc Frieden est l'auteur de la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise qui introduit la double nationalité (Photo: archives La Voix)

Une réforme «insuffisante»

Les deux derniers orateurs, Antoni Montserrat (président du CLAE) et Michel Wurth (président de la Chambre de Commerce) ont tous deux critiqué la condition qu'un étranger voulant devenir Luxembourgeois

doit avoir résidé au pays depuis sept ans. Ils auraient préféré que la durée de résidence de cinq ans prévue actuellement ait été maintenue. Pour Antoni Montserrat, il s'agit là d'un message ressenti comme négatif.

Quant à Michel Wurth, il a insisté, entre autres, sur le fait que 74 % des créations de nou-

velles entreprises au Luxembourg sont le fruit d'efforts d'étrangers. 66 % des salariés au Luxembourg n'ont pas la nationalité luxembourgeoise. Par ailleurs, la main-d'œuvre non luxembourgeoise est plus qualifiée que la main-d'œuvre luxembourgeoise.

D'autre part, Michel Wurth

note qu'il y a une surreprésentation de Luxembourgeois dans la fonction publique, tandis qu'il y a une surreprésentation de non-Luxembourgeois surtout dans le secteur bancaire et financier. En fin de compte, M. Wurth estime que cette réforme «est généreuse, mais insuffisante».